

Pierre Musso, *Saint-Simon, l'industrialisme contre l'État. Essai*

Paris, Éd. de l'Aube, coll. Monde en cours, 2010

Jean-François Tétu

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2887>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.2887](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2887)

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 30 juin 2011

Pagination : 400-402

ISBN : 978-2-8143-0084-2

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Jean-François Tétu, « Pierre Musso, *Saint-Simon, l'industrialisme contre l'État. Essai* », *Questions de communication* [En ligne], 19 | 2011, mis en ligne le , consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2887> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2887>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Pierre Musso, *Saint-Simon, l'industrialisme contre l'État. Essai*

Paris, Éd. de l'Aube, coll. Monde en cours, 2010

Jean-François Tétu

---

## RÉFÉRENCE

Pierre Musso, *Saint-Simon, l'industrialisme contre l'État. Essai*, Paris, Éd. de l'Aube, coll. Monde en cours, 2010, 220 p.

- 1 En prélude à l'édition critique des *Œuvres complètes de Saint-Simon* qu'il co-dirige avec Juliette Grange, Philippe Régnier, et Franck Yonnet (à paraître, Paris, Presses universitaires de France), Pierre Musso vient de publier un nouveau livre sur Saint-Simon, sobrement sous-titré « Essai », qui fait suite aux six ouvrages qu'il lui a déjà consacrés, parmi lesquels nous ne rappelons ici que *Télécommunications et philosophie des réseaux* (Paris, Presses universitaires de France, 2<sup>e</sup> éd., 1998), indispensable à la compréhension de la formation du concept de « réseau » et à sa dilution postérieure.
- 2 Ce nouvel ouvrage est plus petit que les précédents et facilement accessible à un plus vaste public du fait d'une construction très claire, d'une écriture alerte, et d'une insistance très nette sur son fil rouge : la formation et l'usage du concept d'« industrialisme » dans l'ensemble de cette œuvre « paradoxale » si l'on veut bien en juger par la multiplicité contradictoire de ses héritages. C'est évidemment par cela qu'il faut commencer pour comprendre la perspective de Pierre Musso. Comme on le sait, Saint-Simon (1760-1825) est considéré tantôt comme le père du socialisme (Karl Marx, Émile Durkheim), tantôt comme celui de l'anarchisme (Pierre-Joseph Proudhon), ou encore du totalitarisme (Goerg G. Igers) ou du libéralisme (Friedrich A. Hayek), du positivisme de son secrétaire Auguste Comte et, plus récemment, le père du management et de la technocratie, d'Henri Fayol à Daniel Bell dont la disparition récente incite à relire *Vers la société post-industrielle* (Paris, R. Laffont, 1976), car ce titre est directement lié à l'invention, par Saint-Simon, du néologisme « industriel » en 1817.

C'est la notion d'industrialisme qui est au cœur de ce livre, notion qui est centrale dans sa théorie du changement social, dotée d'une finalité morale fort éloignée de la guerre économique contemporaine. Si cette notion devait conduire, dans son esprit, à une diminution forte de l'état, Saint-Simon n'envisageait guère la suppression de ce dernier qu'il considérait comme particulièrement dangereuse, car il ne pouvait guère penser à la « re-féodalisation planétaire » (Pierre Legendre) à quoi conduisent aujourd'hui la mondialisation économique, ni aux formes actuelles du recul des états-nation. En effet, toute la pensée de Saint-Simon est occupée par la refondation du couple « légitimité/normativité » – et donc au déplacement du rôle de l'État –, qu'il faut repenser à partir d'une « nouvelle religion » ; il ne faut certainement pas réduire cette pensée à la normativité utilitariste de l'« entreprise » et du « management ».

- 3 La notion d'industrialisme, inventée par Saint-Simon à la fin de sa vie, rejoint sa théorie du dépérissement de l'état, mais seulement dans la mesure où la révolution industrielle doit conduire à la fin de l'État sous la forme héritée de l'Ancien Régime que la Révolution française n'a pas fait disparaître. Il faut achever la transformation de la société que la Révolution a laissée en chemin. Mais cet industrialisme est fort ambigu car il peut conduire aussi bien au libéralisme qu'au socialisme, d'où le caractère très composite des orientations de ses successeurs. Le premier chapitre de cet ouvrage traite du changement social, indispensable après la Révolution. Le deuxième montre comment Saint-Simon pense en termes de structure sociale (qu'il faut conserver pour éviter une nouvelle révolution) alors qu'il faut changer de système social : cette structure sociale, c'est la division – « *schize* », écrit Pierre Legendre, que Pierre Musso cite assez souvent – entre pouvoir temporel et spirituel, division héritée du catholicisme médiéval (Grégoire VII faisant plier Henri IV à Canossa en 1077) ; il faut maintenir cette division car elle est la source de la distinction entre légitimité et normativité mais en la transformant radicalement par un double processus de technicisation du politique et de politisation de l'industrie, qu'analyse le troisième chapitre. Le quatrième chapitre vise le processus rendu nécessaire de politisation de l'industrie qui est le cœur même de la notion d'industrialisme. Le cinquième et dernier chapitre reprend l'ambiguïté de cette notion qui comporte chez Saint-Simon une morale, la « religion industrielle » comme quatrième étape du christianisme, alors que c'est l'autonomisation du seul industrialisme qui a conduit ses successeurs, dès la première génération, celle des Barthélémy Prosper Infantin et Michel Chevalier, à devenir les chantres du pouvoir technocratique puis, plus tard, à l'idéologie managériale. Comme on le voit à ce résumé, l'autre branche du saint-simonisme, après la rupture entre Saint-Amand Bazard et Barthélémy Prosper Infantin, celle qui nourrit la révolte des canuts ou *Le Journal des femmes* d'Eugénie Niboyet, celle qui met au premier rang le changement social, et peut conduire à la collectivisation de la propriété des moyens de production, est absente de ce livre-ci qui se contente, et c'est déjà une grande entreprise, de relier l'industrialisation et le dépérissement de l'État.
- 4 Saint-Simon, faut-il le rappeler, a été ingénieur et entrepreneur de travaux publics sous Louis XVI, s'est battu aux côtés de La Fayette dans la guerre d'indépendance des USA, a spéculé sur les biens nationaux, a construit une nouvelle entreprise industrielle et, fortune faite, s'est retiré en 1802 (date de la *Lettre aux Européens*) pour philosopher. De sa double expérience d'entrepreneur et d'officier, et de son expérience de la jeune Amérique, il a acquis la conviction que la Révolution est inachevée « tant qu'elle n'a pas encore accouché du Nouveau Monde industriel entrevu en Amérique » (p. 149). Saint-Simon cherche donc, non pas une nouvelle révolution, mais un passage pacifique vers

une société nouvelle ; la Révolution a remplacé des hommes par d'autres hommes et, écrit Saint-Simon, un système quelconque (et par conséquent le système politique) ne peut pas être remplacé par la critique qui l'a renversé ; il faut un système pour remplacer un système.

- 5 En homme de son temps, il pense le système social comme une totalité organique et va puiser la solution à trois sources : son expérience de la jeune Amérique et de son passé d'entrepreneur, ainsi que dans l'économie politique naissante. L'industrialisme et un « américanisme » (au sens d'Antonio Gramsci, *i.e.* une assimilation de la Nation à une manufacture) : « Je sentis qu'en Amérique, écrit Saint-Simon en 1816, le plus grand homme d'état serait celui qui trouverait le moyen de diminuer le plus possible les charges du peuple, sans faire souffrir le service public ». La diminution du poids de l'État rencontre ici son expérience « d'entrepreneur » pour qui l'industrie (l'artisan aussi est entrepreneur) vise la création de richesses par la transformation de la nature : l'entrepreneur, parce qu'il est directement intéressé aux richesses qu'il produit comme aux pertes qu'il assume, doit penser son entreprise comme une organisation dont l'utilité et l'efficacité lui procurent la meilleure « capacité » à gérer les affaires publiques. En revanche, l'État, totalement improductif, ne fait qu'appauvrir la nation en entretenant une population oisive (la « classe politique », dirions-nous aujourd'hui), et il conviendrait d'en réduire drastiquement le coût en commençant par la suppression de l'armée. Rappelons ici que, sept ans après la mort de Saint-Simon, dans le *Système de la Méditerranée*, Michel Chevalier calculait en combien d'années la suppression du coût des armées européennes permettrait de transformer le monde, notamment en réunissant l'Orient et l'Occident. Les administrateurs de l'État sont évidemment exclus de cette critique, d'où l'héritage technocratique qu'on lui impute. La troisième source de Saint-Simon est l'économie politique, et en particulier Jean-Baptiste Say où il puise, outre le nom d'entrepreneur, les trois notions d'industrie, de production et l'utilité, où il puise la conviction d'un progrès possible et nécessaire.
- 6 La question du pouvoir politique parcourt donc toute l'œuvre de Saint-Simon. Dès le départ, il considère ce pouvoir comme un détournement, *via* le budget, ce qui le fera longuement réfléchir sur la façon de construire une loi de finances qu'il considère comme la plus importante de toutes les lois, celle dont découlent toutes les autres, de telle sorte qu'elle soit plus profitable à la nation. Contrairement aux apparences et à Machiavel, il ne pense pas que la domination soit liée à l'exercice de la force mais à l'autorité du pouvoir spirituel, si bien que le plus important dans la société n'est pas dans la séparation entre gouvernants et gouvernés, et pas davantage dans la séparation des pouvoirs souhaitée par Montesquieu pour limiter le despotisme. Il est dans la source et la séparation des pouvoirs spirituel et temporel, ce qui explique la place qu'il accorde à la fin de sa vie, à l'invention d'une nouvelle religion, héritée du christianisme, et le rôle qu'il n'a cessé d'accorder à ce que devrait être la place de « l'intellectuel », encore un néologisme que nous lui devons : la science est appelée à devenir le nouveau pouvoir spirituel à qui il revient de définir la vérité alors que le pouvoir temporel ne doit être chargé que de l'utilité des institutions, en ce sens que les gouvernements doivent borner leurs soins à préserver l'industrie de toute espèce de troubles et de contrariétés. La force véritable du pouvoir politique ne réside que dans la capacité gestionnaire, c'est une « technologisation du pouvoir » (selon Pierre Legendre), car il n'y a d'action utile exercée par l'homme que celle de l'homme sur les choses. L'action de l'homme sur l'homme est toujours, en elle-même, nuisible à l'espèce. Chemin faisant, à la fin de sa vie ou presque, Saint Simon, fort opposé au parti

« libéral » (François-René de Chateaubriand) dont il avait prévu l'échec, songe à un parti politique, le parti industriel, et c'est dans cet esprit qu'il rédige le *Catéchisme des industriels*. Un parti donc soutenu par un manifeste (voir Karl Marx), puis une devise, un ouvrage (il lui faut ses intellectuels organiques), et un journal. Voilà l'arsenal de la communication politique moderne : symboles, manifeste, et presse. Ce parti aurait vocation à devenir majoritaire et contribuerait à changer la forme de l'État.

- 7 Ainsi le développement de la société industrielle va-t-il de pair avec le dépérissement de l'État, devenu superflu, en même temps que s'accroît l'universalité de la fonction administrative. Est-ce à dire que Saint-Simon rêvait de la « fin des idéologies » et du gouvernement des énarques ? Ce serait oublier que le pouvoir spirituel, dans le *Nouveau Christianisme* est l'industrie qui gère l'humanité au nom d'une science religieuse, le christianisme primitif, en somme, ou une morale de la fraternité. « L'industrialisme de Saint-Simon a donc triomphé, écrit Pierre Musso, mais délesté de sa morale sous la forme de la « *managerial revolution* » annoncée par James Burnham, du scientisme, de l'économisme, du culte de la technologie et de la guerre économique industrielle ». Cette perversion est en germe dès la mort de Saint-Simon et se fige dans le schisme de 1831 (Saint-Amand Bazard vs Barthélémy Prosper Enfantin) par l'évacuation de la transformation sociale et politique, qui était pourtant le but de Saint-Simon, et la prise de pouvoir par les ingénieurs polytechniciens que leur compétence professionnelle transforma en dirigeants de la société industrielle. À Lyon, d'où j'écris cette note de lecture, je ne peux que penser à la figure de Barthélémy Prosper Enfantin qui se démarque de la lutte des canuts lyonnais des années 1830 et vient à Lyon à son retour de sa première tentative (ratée) de percement du canal de Suez, en 1853. En deux ans, il met sur pied la Compagnie du gaz, celle des tramways, et la Compagnie générale des eaux qui défrayait naguère la chronique sous le nom de Vivendi, et sous la houlette de J6M (« moi-même maître du monde »). Le concept d'industrialisme était une boîte de Pandore qui s'est refermée sur « l'Empire du management ».

---

## AUTEURS

**JEAN-FRANÇOIS TÉTU**

ELICO, université de Lyon

Jean-Francois.Tetu@univ-lyon2.fr